

[Text]

direction to go now, as far as implementing this is concerned? Are there other initiatives that can be taken by the government, or motions or actions that can be taken by the Parliament of Canada to try to raise the negotiation above simply the diplomats working in Geneva to the level of heads of government and seeking action that way?

It's an awesome situation you present to us as far as the supply-managed sector is concerned, especially in areas like Atlantic Canada—well, in much of Canada—where there's very little option as far as alternative agricultural production and so on.

**Mr. Evans:** Mr. Foster, as I mentioned in my presentation, I'm not a supply management person, so I would like Vern Crawford or one of the supply management people to answer that question.

**The Chairman:** Mr. Crawford, do you want to try that?

**Mr. Crawford:** I may be relying on some of my colleagues behind me. We need to be reminded that we don't have a closed system. We talk about market access, and that's what countries are looking at in this GATT round. We don't have a closed border. I can refer to my own industry. We have market access of U.S. products: 17.4% on hatching eggs; 3.7% on chicks; and if the Dunkel recommendation were to go through within 1993, it would grow to 5% in 1999, which would take our chicks to 5%. We already have in excess of 21.1% market access. And if we're talking about market access, this country has already provided significant market access.

• 1635

With your permission, Mr. Chairman, I would refer any further comments to colleagues who are more closely involved in the chicken meat industry and dairy.

**Mr. Foster:** Under the proposal Canada made there were certain concessions. For instance, I believe on dairy we had 2% or 3% access. Although the Dairy Farmers of Canada suggested that it should be allowed to go to 4%, I believe the government figure was 5%. Even under maintaining Article XI and increasing access by 1% or 2%, there was going to be some reduction, but nothing of the magnitude that's proposed here as far as access. Is that right?

**The Chairman:** Mr. Doyle, do you want to answer that question?

**Mr. Richard Doyle (Executive Director, Dairy Farmers of Canada):** Thank you very much, Mr. Chairman.

The proposal in Article XI, to go back to what Mr. Foster was asking, is providing more access, and it was based on production. The industry recommended 3% and the government recommended 5% of production. So if you export

[Translation]

qu'il faut aller maintenant? Le gouvernement pourrait-il prendre d'autres initiatives, le Parlement pourrait-il adopter d'autres motions ou faire autre chose en vue d'amener la négociation à un palier supérieur à celui des diplomates de Genève pour atteindre celui des chefs de gouvernement?

C'est une situation particulièrement désolante que vous nous présentez en ce qui concerne le secteur soumis à la gestion des approvisionnements, particulièrement dans des régions comme le Canada atlantique—en fait, dans une bonne partie du Canada—où il n'y a guère d'option quant à d'autres productions agricoles et ainsi de suite.

**M. Evans:** Monsieur Foster, comme je l'ai dit dans mon exposé, je ne suis pas un expert en gestion des approvisionnements, et c'est pourquoi je voudrais bien que Vern Crawford ou quelqu'un d'autre qui s'y connaît en gestion des approvisionnements réponde à cette question.

**Le président:** Monsieur Crawford, voulez-vous essayer de répondre?

**M. Crawford:** Je devrai peut-être m'en remettre à certains de mes collègues qui sont derrière moi. Il faut se rappeler que nous n'avons pas un système fermé. Il s'agit de débouchés, et c'est cela qui intéresse les pays dans cette ronde du GATT. Notre frontière n'est pas fermée. Prenons le cas de ma propre industrie. Nous avons accès au marché des produits américains: 17,4 p. 100 pour les oeufs d'incubation; 3,7 p. 100 pour les poussins; et si la recommandation Dunkel était adoptée d'ici 1993, cela passerait à 5 p. 100 en 1999, c'est-à-dire nos poussins à 5 p. 100. Nous avons déjà un accès au marché qui dépasse 21,1 p. 100. Si c'est d'accès aux marchés qu'il s'agit, notre pays accorde déjà un accès important à son marché.

Avec votre permission, monsieur le président, j'aimerais retirer tous autres commentaires à des collègues qui s'intéressent de plus près à l'industrie du poulet à chair et à l'industrie laitière.

**M. Foster:** La proposition faite par le Canada comportait certaines concessions. Par exemple, je crois que pour les produits laitiers nous permettions un accès de 2 ou 3 p. 100. Bien que la Fédération canadienne des producteurs laitiers ait proposé 4 p. 100, je crois que le chiffre gouvernemental était de 5 p. 100. Même si l'on maintient l'article XI et qu'on augmente l'accès de 1 ou 2 p. 100, il y aurait une certaine réduction, mais pas du tout de l'ordre de grandeur proposé ici en ce qui concerne l'accès. Est-ce exact?

**Le président:** Monsieur Doyle, voulez-vous répondre à cette question?

**M. Richard Doyle (directeur exécutif, Association canadienne des producteurs de lait):** Merci, monsieur le président.

La proposition aux termes de l'article XI, pour en revenir à la question de M. Foster, accorde un accès plus généreux, d'après la production. L'industrie recommandait 3 p. 100 tandis que le gouvernement recommandait 5 p. 100 de la